

Pologne

La croissance économique restera vigoureuse, mais reviendra à 3.8 % en 2020 et à 3 % en 2021. L'investissement privé et public s'essouffera, et la faible croissance du commerce mondial freinera les exportations. La hausse de la consommation privée fléchira progressivement à mesure que les effets des nouveaux transferts sociaux et des baisses d'impôts s'estomperont. La diminution des gains d'emploi et la décreue régulière de la population active conduiront à un reflux progressif du chômage.

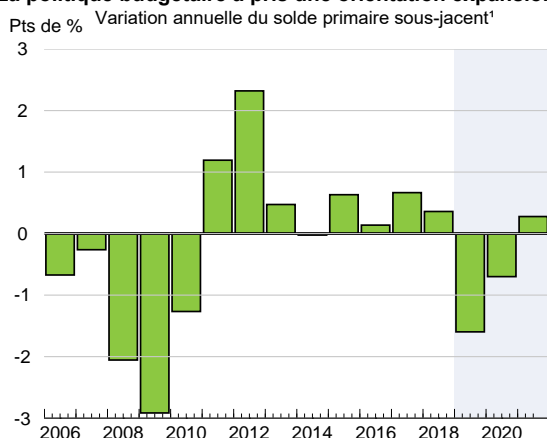
L'orientation de la politique budgétaire est procyclique et restera expansionniste en 2020. Cette stratégie aidera à compenser l'impact des faiblesses de l'environnement mondial en 2020, mais le train de mesures d'assouplissement budgétaire pourrait être composé de façon à mieux accompagner le traitement des questions à long terme. Selon les prévisions, la banque centrale devrait laisser son taux directeur inchangé, se concentrant ainsi moins sur les perspectives d'inflation à moyen terme que sur celles d'une décélération de la croissance. Des mesures structurelles devront être prises pour soutenir l'emploi des seniors et des femmes, favoriser l'intégration des immigrants sur le marché du travail et assurer un développement respectueux de l'environnement.

La demande intérieure tire la croissance

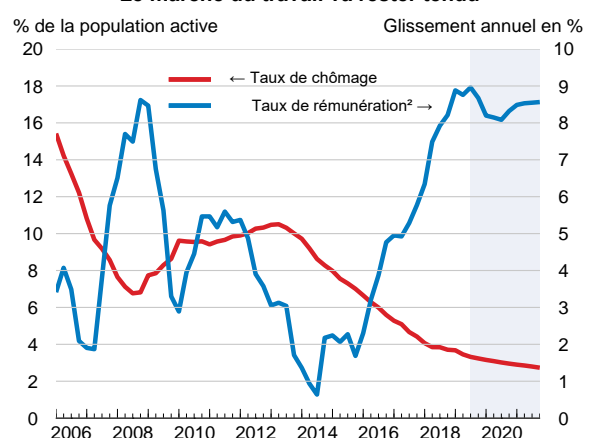
La croissance du PIB a ralenti en 2019, après avoir culminé, après la crise, à 5.1 % en 2018. La demande intérieure est restée soutenue, portée par la consommation privée et par l'investissement. La consommation privée est ferme en raison d'un marché du travail en plein essor, et l'investissement a bénéficié des décaissements rapides des fonds de l'UE et de conditions financières qui demeurent accommodantes. Toutefois, le ralentissement observé dans la zone euro a déjà entamé la croissance des exportations. Les gains d'emploi et la contraction de la population active ont abouti à un taux de chômage historiquement bas et à des pénuries de main-d'œuvre allant croissant. Par conséquent, la hausse des coûts de main-d'œuvre continue de tirer l'inflation à la hausse.

Pologne

La politique budgétaire a pris une orientation expansionniste



Le marché du travail va rester tendu



1. Mesuré en pourcentage du PIB potentiel.

2. Moyenne mobile sur quatre trimestres.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

Pologne : Demande, production et prix

Pologne	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de PLN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 861.1	4.9	5.1	4.3	3.8	3.0
Consommation privée	1 088.4	4.5	4.2	4.2	4.7	3.8
Consommation publique	333.1	2.9	3.6	3.9	4.4	3.4
Formation brute de capital fixe	335.0	4.0	8.9	8.6	4.6	3.3
Demande intérieure finale	1 756.5	4.1	5.0	5.0	4.6	3.6
Variation des stocks ¹	29.5	0.8	0.4	-0.5	0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 786.0	4.9	5.3	4.4	4.6	3.6
Exportations de biens et services	971.4	9.5	7.0	4.5	3.0	3.2
Importations de biens et services	896.3	9.8	7.6	4.7	4.2	4.3
Exportations nettes ¹	75.1	0.3	0.0	0.1	-0.5	-0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.9	1.1	3.0	3.0	2.9
Indice des prix à la consommation	–	2.1	1.8	2.3	2.9	2.8
IPC sous-jacent ²	–	0.7	0.8	1.9	2.5	2.8
Taux de chômage (% de la population active)	–	4.9	3.9	3.4	3.1	2.8
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	0.4	0.3	1.4	1.9	1.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-1.5	-0.2	-1.2	-0.6	-1.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	50.6	48.9	47.4	45.6	45.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	0.0	-1.0	-0.1	-0.6	-0.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046760>

Des réformes structurelles contribueraient à accélérer la croissance à long terme

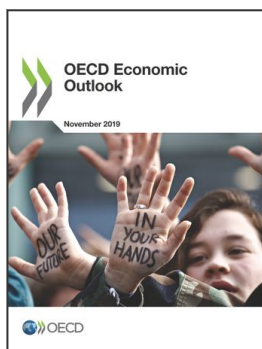
En dépit d'une croissance dynamique, la conduite d'une politique budgétaire fortement expansionniste en 2019 et 2020 portera le déficit des finances publiques de 0.2 % du PIB en 2018 à 1.4 % du PIB en 2021. En 2020, l'extension du régime des prestations familiales, la revalorisation des retraites et la progression des salaires du secteur public stimuleront les dépenses publiques et la demande intérieure. Toutefois, des recettes temporaires, résultant notamment d'une nouvelle modification du système de retraite et s'établissant à quelque 0.7 % du PIB en 2020 et 2021, contribueront à contenir le déficit. Une orientation plus restrictive de l'action budgétaire serait indiquée pour résister, à moyen terme, aux tensions croissantes exercées sur les dépenses du fait du vieillissement.

La politique monétaire a été accommodante à juste titre, compte tenu du caractère modéré des tensions inflationnistes. Pourtant, la progression des salaires devrait rester ferme, sous l'effet d'un durcissement des contraintes de capacités, d'une revalorisation régulière du salaire minimum et des hausses de rémunérations dans le secteur public. L'augmentation des coûts de main-d'œuvre et les hausses des prix de l'énergie et des droits sur le tabac feront grimper les prix en 2020-21. La banque centrale devrait maintenir constant son taux directeur au cours des deux prochaines années, mais amorcer plus tôt un durcissement des taux d'intérêt contribuerait à contenir les tensions inflationnistes.

Des réformes structurelles doperaient la croissance à moyen terme en luttant contre la baisse de la population active et la faiblesse de la productivité. Faciliter l'accès à des services de qualité pour l'accueil des jeunes enfants permettrait de concilier plus aisément vie professionnelle et vie de famille, et d'améliorer les perspectives offertes aux femmes sur le marché du travail ainsi qu'aux enfants issus de milieux défavorisés. La forte immigration en provenance des pays voisins d'Europe de l'Est atténue les pénuries de main-d'œuvre, mais la mise en place de politiques intégrées de suivi et d'intégration constituerait une aide pour attirer et garder sur le territoire les migrants qualifiés. Les enjeux du changement démographique pourraient par ailleurs être abordés en encourageant l'allongement de la vie active et en harmonisant l'âge de départ à la retraite entre hommes et femmes. Enfin, des politiques prévisibles et porteuses d'une vision à long terme du changement climatique, ainsi que des incitations fiscales appropriées, s'imposent pour améliorer les résultats en termes d'environnement et de santé.

La croissance va fléchir progressivement

La croissance de l'activité devrait être modérée. La progression de l'investissement ralentira en raison d'une moindre capacité d'absorption des fonds de l'UE et de perspectives moins favorables en matière d'exportations. La croissance de la consommation privée résistera temporairement en raison d'une augmentation des transferts sociaux et des salaires. La croissance des importations devrait être plus rapide que celle des exportations, et le déficit des paiements courants se creusera. La recrudescence des tensions commerciales et les incertitudes persistantes concernant l'issue du Brexit risquent de peser encore sur la progression des exportations et de l'investissement privé. Un repli éventuel des entrées de travailleurs étrangers pourrait provoquer des pénuries de main-d'œuvre et brider la croissance. Inversement, une augmentation des salaires plus rapide que prévu et un raffermissement de la confiance des ménages pourraient stimuler la consommation privée.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Pologne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/b9fe4277-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.